



Assemblée européenne de sécurité et de défense Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

Cinquante-neuvième session - Communiqué de presse n°45/2010

Le Président Walter invite les parlements nationaux à poursuivre le suivi de la politique de sécurité et de défense commune

Paris, le 1^{er} décembre 2010 – Une structure interparlementaire appropriée doit être mise en place pour prendre la relève de l'Assemblée européenne de sécurité et de défense (AESD) lorsqu'elle cessera ses activités en juin prochain, a déclaré le Président de l'Assemblée, M. **Robert WALTER** (Royaume-Uni, Groupe fédéré), mardi.

Ouvrant cette session, qui sera la dernière où l'Assemblée mènera ses travaux « comme à l'accoutumée », il a annoncé qu'« il serait irresponsable de notre part, en tant qu'élus des parlements nationaux, d'abandonner à présent le contrôle démocratique des questions de défense européenne au Parlement européen, auquel le Traité de Lisbonne ne confère aucune compétence dans ce domaine ».

L'AESD/Assemblée de l'UEO a été créée il y a 55 ans en vertu du Traité de Bruxelles modifié. Elle compte parmi ses membres des parlementaires nationaux des 27 pays de l'UE, des cinq membres européens de l'OTAN non membres de l'UE en tant que membres associés et de la Russie, de l'Ukraine et du Caucase en tant que partenaires.

Passant à l'ordre du jour de la session, qui prendra fin jeudi, M. Walter a dit que l'une des pires conséquences des événements de la semaine passée en Corée pourrait être de stimuler la prolifération nucléaire. Permettre à la Corée du Nord d'agir en toute impunité pourrait encourager d'autres Etats à acquérir ce type d'armes.

Ce développement, ajouté à d'autres « incidents notoires » qui ont eu lieu ces deux dernières semaines, pourrait infléchir pendant quelque temps le concept de la sécurité. L'OTAN et la Russie ont décidé notamment de coopérer dans un certain nombre de domaines importants, dont la défense antimissile. Mais tout dépend maintenant de la mise en œuvre de cette décision car la Russie ne s'est pas encore officiellement engagée à participer au bouclier antimissile proposé de Vancouver à Vladivostok. En outre, l'accord pourrait être compromis si le Sénat des Etats-Unis ne ratifie pas le nouveau traité Start, à la merci de querelles politiques internes.

L'OTAN et la Russie partagent, aujourd'hui plus qu'à aucun moment depuis la guerre froide, les mêmes préoccupations en matière de sécurité, y compris en ce qui concerne l'instabilité en Afghanistan et dans la région voisine, la prolifération des armes de destruction massive, la technologie des missiles et la menace lancée par les réseaux terroristes. « Leurs intérêts ne sont pas toujours identiques, mais la coopération facilite indiscutablement la réalisation d'importants objectifs politiques qui leur sont communs ».

Même si d'importantes avancées ont été réalisées dans le domaine des capacités européennes, permettant à l'UE de conduire des opérations de gestion de crise de type Petersberg, « force est de reconnaître que nous n'avons guère avancé sur la voie de la défense européenne commune dont il est fait état dans les traités européens successifs ». Cela est dû à une absence de volonté politique, à la diminution des budgets de défense et à une coopération défailante en matière d'acquisition. Cependant,

« Le pacte de défense franco-britannique, d'une portée remarquablement large », constitue une avancée prometteuse ; il pourrait servir de base à un « développement organique plus réaliste » que la coopération structurée permanente énoncée dans le Traité de Lisbonne. Ce qui signifie que l'OTAN devra continuer à se charger de la défense de l'Europe pendant longtemps encore et que les 26 membres européens de l'OTAN devront assumer leur part du fardeau s'ils ne veulent pas que les Etats-Unis se tournent vers d'autres pays pour conclure des partenariats de sécurité. « Il est donc urgent que les membres de l'UE et les pays candidats à l'adhésion prennent des mesures concrètes avant qu'il soit trop tard », notamment en ce qui concerne le règlement du différend entre la Turquie et Chypre.

L'UE doit accorder plus d'attention à l'amélioration de ses relations avec les Etats-Unis. Même si le sommet tenu précédemment entre l'UE et les Etats-Unis a été salué comme un succès, ce n'est que parce que les partenaires ont pris soin de ne pas aborder les sujets qui fâchent tels que les échanges commerciaux, la protection des données ou les droits fondamentaux. La mise en œuvre de leurs intentions sur des stratégies intégrées en matière de sécurité et de développement et le renforcement de la coopération dans les domaines de la prévention des conflits et de la réaction aux crises restent encore « à des années-lumière ».

M. WALTER a terminé son discours en fustigeant la manière dont les membres du personnel de l'UEO ont été traités à propos de la fermeture de l'Organisation.

A la suite du discours de M. WALTER, l'Assemblée a élu un nouveau Vice-Président, M. **Philippe MAHOUX** (Belgique, Parti socialiste).

Les membres de l'Assemblée ont participé hier soir à une cérémonie de ravivage de la flamme sur la tombe du soldat inconnu à l'Arc de Triomphe. Cette cérémonie est dédiée à la mémoire de plus de 250 citoyens européens, militaires ou civils, hommes et femmes, qui ont perdu la vie dans le cadre des diverses opérations conduites en 2010.

<http://www.assemblee-ueo.eu>

AESD - Service Presse et Information - 43, avenue du Président Wilson – 75775 Paris Cedex 16 – France

Tél. ++33.1.53.67.22.00 – Fax ++33.1.53.67.22.01 - email : press@assembly.ueu.int

(Si vous souhaitez modifier vos coordonnées dans nos listes d'envoi, veuillez appeler le ++33.1.53.67.24.79)